

Art. 3. § 1^{er} L'indemnité est allouée aux formateurs désignés par heure de préparation des cours de formation ou de leur mise à jour.

§ 2. Le nombre d'heures de préparation sera déterminé par l'administrateur général et par formation en tenant compte des divers paramètres inhérents à la méthodologie appliquée.

Art. 4. Le montant de l'indemnité est égal à 30,31 euros brut par heure de préparation. Ce montant est lié à l'indice pivot 138,01 des prix à la consommation défini par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

Art. 3. § 1. De vergoeding wordt aan de aangeduide opleiders toegekend per uur voorbereiding voor de opleidingslessen of hun bijwerking.

§ 2. Het aantal voorbereidingsuren zal door de administrateur-generaal worden vastgesteld per opleiding, rekening houdende met de verschillende parameters die eigen zijn aan de toegepaste methodologie.

Art. 4. Het bedrag van de vergoeding is gelijk aan 30,31 euro bruto per uur voorbereiding. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01 van de consumptieprijzen, vastgelegd door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van op 1 januari 2004.

Gegeven te Brussel, 11 april 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

AGENCE FEDERALE

POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

F. 2005 — 1011

[C — 2005/22336]

14 AVRIL 2005. — Arrêté ministériel portant des mesures temporaires de lutte contre la chrysomèle des racines du maïs, *Diabrotica virgifera* Le Conte

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Vu la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, notamment l'article 2, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté ministériel du 14 avril 2004 portant des mesures temporaires de lutte contre la chrysomèle des racines du maïs, *Diabrotica virgifera* Le Conte;

Vu la Directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté;

Vu la décision 2003/766/CE de la Commission du 24 octobre 2003 relative à des mesures d'urgence visant à prévenir la propagation dans la Communauté de *Diabrotica virgifera* Le Conte;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'évolution de la situation phytosanitaire justifie l'adaptation des mesures visant à prévenir la propagation de *Diabrotica virgifera* Le Conte;

Considérant qu'il est nécessaire d'informer, avant les semis de maïs, les agriculteurs dans les zones concernées à propos de l'adaptation de ces mesures,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'Agence : l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

2° l'organisme : la chrysomèle des racines du maïs, *Diabrotica virgifera* Le Conte;

3° parcelle contaminée : parcelle où la présence de l'organisme a été constatée;

4° maïs : plantes et parties vivantes de *Zea mais* L., y compris les semences;

FEDERAAL AGENTSCHAP

VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

N. 2005 — 1011

[C — 2005/22336]

14 APRIL 2005. — Ministerieel besluit houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de maïswortelboorder, *Diabrotica virgifera* Le Conte

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, inzonderheid op artikel 2, § 1, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 april 2004 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de maïswortelboorder, *Diabrotica virgifera* Le Conte;

Gelet op Richtlijn 2000/29/EG van de Raad van 8 mei 2000 betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen en de verspreiding in de Gemeenschap van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

Gelet op de Beschikking 2003/766/EG van de Commissie van 24 oktober 2003 tot vaststelling van noodmaatregelen om de verspreiding in de Gemeenschap van *Diabrotica virgifera* Le Conte te voorkomen;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de evolutie van de fytosanitaire situatie, de aanpassing van de maatregelen om de verspreiding van *Diabrotica virgifera* Le Conte te voorkomen, rechtvaardigt;

Overwegende dat het noodzakelijk is de landbouwers in de betrokken zones in te lichten van de aanpassing van deze maatregelen voor de inzaai van maïs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. het Agentschap : het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

2. het organisme : de maïswortelboorder, *Diabrotica virgifera* Le Conte;

3. besmet perceel : perceel waar de aanwezigheid van het organisme werd vastgesteld;

4. maïs : planten en levende delen van *Zea mais* L., met inbegrip van zaden;

5° zone focale : zone d'un rayon minimum d'un kilomètre à partir du bord d'une parcelle contaminée;

6° zone de sécurité : zone d'un rayon minimum de cinq kilomètres à partir du bord de la zone focale.

Art. 2. Conformément à la décision 2003/766/EC du 24 octobre 2003 de la Commission visée en préambule, l'Agence :

— délimite les zones focales et les zones de sécurité dès la détection de la présence de l'organisme;

— établit une liste des insecticides appropriés pour lutter contre les adultes de l'organisme et, le cas échéant, pour lutter contre les larves de l'organisme.

Si la dernière capture de l'organisme remonte à plus de deux ans, les zones délimitées sont supprimées et il ne sera plus nécessaire de prendre les mesures d'éradication complémentaires visées aux articles 3, 4 et 5.

CHAPITRE II. — Mesures dans une zone focale

Art. 3. § 1^{er}. Dès que l'organisme a été détecté, les mesures suivantes sont d'application dans une zone focale :

1. interdiction de récolte de maïs avant le 1^{er} octobre;
2. interdiction du transport de maïs vers l'extérieur de la zone focale du 1^{er} juillet au 30 septembre inclus;
3. interdiction du transport de terre des parcelles de maïs vers l'extérieur de la zone focale;
4. nettoyage obligatoire, dans la zone focale, des machines agricoles utilisées sur des parcelles de maïs avant qu'elles ne quittent celles-ci;
5. traitement immédiat des parcelles de maïs au moyen d'un insecticide approprié pour lutter contre les adultes de l'organisme et traitement de rappel après deux semaines. Si, après ce traitement, l'organisme est encore trouvé dans la zone focale, toutes les parcelles de maïs dans cette zone focale devront être traitées à nouveau;

6. lutte obligatoire contre les repousses de maïs.

§ 2. Les mesures suivantes sont d'application dans la zone focale au cours des années suivant celle de la détection de l'organisme :

1. lutte obligatoire contre les repousses de maïs;
2. interdiction de transport de terre des parcelles de maïs vers l'extérieur de la zone focale;
3. nettoyage obligatoire, dans la zone focale, des machines agricoles utilisées sur des parcelles de maïs avant qu'elles ne quittent celles-ci;
4. rotation des cultures sur toutes les parcelles de maïs de façon à ce qu'au cours d'une période de 3 années successives, le maïs ne soit cultivé qu'une seule fois.

Pour 2004 l'année de présence de l'organisme est considérée comme la première année de la rotation.

A partir de 2005, il est tenu compte de la culture pratiquée l'année précédant la détection de l'organisme.

§ 3. La mesure suivante est d'application dans la zone focale au cours de l'année suivant celle de la détection de l'organisme :

traitement avec un insecticide approprié contre les adultes de l'organisme sur les parcelles de maïs, selon les instructions de l'Agence.

Art. 4. En ce qui concerne le traitement des parcelles de maïs avec un insecticide approprié contre les adultes de l'organisme, l'intéressé doit, soit avertir l'Agence 24 h avant d'effectuer le traitement, soit, s'il fait appel à un entrepreneur, mettre à la disposition de l'Agence la preuve du traitement.

CHAPITRE III. — Mesures dans une zone de sécurité

Art. 5. La mesure suivante est d'application dans la zone de sécurité au cours des années suivant celle de la détection de l'organisme :

Rotation des cultures sur toutes les parcelles de maïs de façon à ce qu'au cours d'une période de 3 années successives, le maïs ne soit cultivé qu'une seule fois.

Pour 2004 l'année de détection de la présence de l'organisme est considérée comme la première année de la rotation.

A partir de 2005, il est tenu compte de la culture pratiquée l'année précédant la détection de l'organisme.

5. focuszone : gebied met een straal van minimum één kilometer vanaf de rand van een besmet perceel;

6. veiligheidszone : gebied met een straal van minimum vijf kilometer vanaf de rand van de focuszone.

Art. 2. Overeenkomstig de beschikking 2003/766/EG van 24 oktober 2003 van de Commissie, weergegeven in de preambule :

— bakent het Agentschap de focuszones en de veiligheidszones af van zodra het organisme wordt vastgesteld;

— stelt het Agentschap een lijst op van passende insecticiden voor de bestrijding van adulten van het organisme en in voorkomend geval voor de bestrijding van larven van het organisme.

Indien gedurende twee jaar na het laatste vangstjaar geen vangsten van het organisme worden vastgesteld, worden de afgebakende gebieden opgeheven en zijn geen verdere uitroeiingsmaatregelen zoals bedoeld in artikelen 3, 4 en 5 meer nodig.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen in een focuszone

Art. 3. § 1. Zodra het organisme wordt vastgesteld, zijn in een focuszone de volgende maatregelen van toepassing :

1. verbod op het oogsten van maïs voor 1 oktober;
2. verbod op transport van maïs vanaf 1 juli tot en met 30 september van binnen de focuszone naar buiten de focuszone;
3. verbod op transport van grond van maïsvelden van binnen de focuszone naar buiten de focuszone;
4. verplichte reiniging van op maïspcelen gebruikte landbouwmachines voordat ze de maïspcelen in de focuszone verlaten;
5. onmiddellijke behandeling van de maïspcelen met een passend insecticide tegen adulten van het organisme en herhaling van deze behandeling na twee weken. Indien na deze behandeling nogmaals het organisme wordt aangetroffen in de focuszone, dient men alle maïsvelden van deze focuszone opnieuw te behandelen;

6. verplichte bestrijding van maïsofslog.

§ 2. De volgende maatregelen zijn in de jaren volgend op het jaar van vaststelling van het organisme van toepassing in de focuszone :

1. verplichte bestrijding van maïsofslog;
2. verbod op transport van grond van maïsvelden van binnen de focuszone naar buiten de focuszone;
3. verplichte reiniging van op maïspcelen gebruikte landbouwmachines voordat ze de maïspcelen in de focuszone verlaten;
4. gewasrotatie op alle maïspcelen zodat in een periode van drie opeenvolgende jaren slechts eenmaal maïs geteeld wordt.

Voor 2004 wordt het jaar van de vaststelling van het organisme als het eerste jaar van de rotatie beschouwd.

Vanaf 2005 wordt rekening gehouden met de teelt in het jaar voorafgaand aan de vaststelling van het organisme.

§ 3. De volgende maatregel is in het jaar volgend op het jaar van vaststelling van het organisme van toepassing in de focuszone :

behandeling met een passend insecticide tegen de adulten van het organisme op percelen met maïs volgens de instructies van het Agentschap.

Art. 4. Met betrekking tot de behandeling van percelen met maïs met een passend insecticide tegen adulten van het organisme, moet de betrokkene ofwel het Agentschap inlichten 24 uur voor hij de behandeling uitvoert ofwel, indien hij beroep doet op een loonwerker, een bewijs van behandeling ter beschikking stellen van het Agentschap.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen in een veiligheidszone

Art. 5. De volgende maatregel is in de jaren volgend op het jaar van vaststelling van het organisme van toepassing in de veiligheidszone :

Gewasrotatie op alle maïspcelen zodat in een periode van drie opeenvolgende jaren slechts éénmaal maïs geteeld wordt.

Voor 2004 wordt het jaar van de vaststelling van het organisme als het eerste jaar van de rotatie beschouwd.

Vanaf 2005 wordt rekening gehouden met de teelt in het jaar voorafgaand aan de vaststelling van het organisme.

CHAPITRE IV. — *Nouvelle infection*

Art. 6. Si, au cours de l'année suivant la détection initiale de la présence de l'organisme dans une zone focale, l'organisme est à nouveau détecté dans la même zone focale, les mesures de la première année sont à nouveau applicables.

CHAPITRE V. — *Recueil des données*

Art. 7. § 1^{er}. Afin de mettre en oeuvre les mesures visées dans le présent arrêté, l'Agence tient compte de la déclaration de superficie qui est introduite annuellement dans le cadre de l'application du Règlement (CE)1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001.

§ 2. Toute personne qui s'apprête à cultiver du maïs dans une ou plusieurs des zones délimitées les années précédentes, doit en faire une déclaration sincère et complète au moyen d'un formulaire de déclaration qui est fourni par l'Agence.

Cette déclaration doit être remise à l'Agence chaque année pour le 1^{er} mai de l'année de la culture.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 8. L'arrêté ministériel du 14 avril 2004 portant des mesures temporaires de lutte contre la chrysomèle des racines du maïs, *Diabrotica virgifera* Le Conte, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 avril 2005.

R. DEMOTTE

HOOFDSTUK IV. — *Herinfectie*

Art. 6. Indien in het jaar na de initiële vaststelling in een focuszone opnieuw het organisme wordt vastgesteld in dezelfde focuszone, dan gelden opnieuw de maatregelen van het eerste jaar.

HOOFDSTUK V. — *Inwinnen van gegevens*

Art. 7. § 1. Om de in dit besluit opgenomen maatregelen uit te voeren, houdt het Agentschap rekening met de jaarlijkse oppervlakte-aangifte welke ingediend wordt in het kader van de toepassing van Verordening (EG)1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001.

§ 2. Elke persoon die maïs gaat telen in één of meerdere van de in de jaren ervoor afgebakende zones moet hiervan een oprechte en volledige aangifte doen door middel van een aangifteformulier, dat ter beschikking gesteld wordt door het Agentschap.

Die aangifte moet elk jaar tegen 1 mei van het jaar van de teelt worden medegedeeld aan het Agentschap.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Het ministerieel besluit van 14 april 2004 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de maïswortelboorder, *Diabrotica virgifera* Le Conte, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 april 2005.

R. DEMOTTE

INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCES SOCIALES
POUR TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

F. 2005 — 1012

[2005/22285]

8 DECEMBRE 2004. — Arrêté du conseil d'administration de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants fixant le plan de personnel de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants

Le conseil d'administration,

Vu la loi du 21 décembre 1970 portant création d'un Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants;

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 21, § 4, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 9 juillet 2004;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 9 juillet 2004;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 avril 2004;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 2002 portant approbation du premier contrat d'administration de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants et fixant des mesures en vue du classement de cet Institut parmi les institutions publiques de sécurité sociale, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 2003;

Vu l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'Etat;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants, donné le 6 décembre 2004;

RIJKSINSTITUUT VOOR DE SOCIALE VERZEKERINGEN
DER ZELFSTANDIGEN

N. 2005 — 1012

[2005/22285]

8 DECEMBER 2004. — Besluit van de raad van beheer van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen tot vaststelling van het personeelsplan van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen

De raad van beheer,

Gelet op de wet van 21 december 1970 houdende oprichting van een Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21, § 4, laatst gewijzigd bij de programmawet van 9 juli 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, laatst gewijzigd bij de programmawet van 9 juli 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 2002 tot goedkeuring van de eerste bestuursovereenkomst van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen en betreffende de vaststelling van de maatregelen tot rangschikking van bedoeld Rijksinstituut bij de openbare instellingen van sociale zekerheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het rijkspersoneel;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, gegeven op 6 december 2004;